

Une brève histoire de la *Revue de droit d'Ottawa*

Peter C. Oliver

POUR CÉLÉBRER L'ANNIVERSAIRE DU 50^e volume de la *Revue de droit d'Ottawa*, il est important que nous prenions le temps d'analyser et d'apprécier l'histoire et l'évolution de cette revue savante bilingue. À travers cet article, nous offrons une brève histoire de la *Revue de droit d'Ottawa* en analysant plusieurs étapes importantes, notamment les origines de la revue, les objectifs du premier volume, la première décennie, l'apparition graduelle du bilinguisme, la célébration du 40^e anniversaire et les développements récents.

A Brief History of the *Ottawa Law Review*

Peter C. Oliver

TO CELEBRATE THE ANNIVERSARY of the 50th volume of the *Ottawa Law Review*, it is important that we take the time to analyze and appreciate the history and evolution of this bilingual academic journal. This article offers a brief history of the *Ottawa Law Review* by analyzing important milestones, such as the origins of the academic journal, the objectives of its first volume, the first decade, the gradual emergence of bilingualism, the celebration of its 40th anniversary, and numerous recent developments.

TABLE DES MATIÈRES | CONTENTS

Une brève histoire de la *Revue de droit d'Ottawa* | A Brief History of the *Ottawa Law Review*

Peter C. Oliver

- I. Les origines 33
- II. Volume 1 and the Original Aims and Objectives 35
- III. The First Decade 39
- IV. L'apparition graduelle du bilinguisme au sein de la *Revue de droit d'Ottawa* | *Ottawa Law Review* 41
- V. 40th Anniversary Celebrations and the Role of Student Editors 47
- VI. Des développements plus récents 49
- VII. Conclusion 51

Une brève histoire de la *Revue de droit d'Ottawa* | A Brief History of the *Ottawa Law Review*

Peter C. Oliver*

I. LES ORIGINES

Qu'est-ce qui explique la création de la *Revue de droit d'Ottawa*¹ [ci-après «RDO»] en 1966 ? S'agissait-il de la contribution de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa à la première vague de célébrations du centenaire du Canada, ou d'une façon de marquer la première décennie d'existence de la Section de common law de la Faculté de droit²; ou encore s'agissait-il

* Vice-doyen à la recherche et professeur titulaire au Programme de common law en français et ancien professeur-conseil de la *Revue de droit d'Ottawa*, 2013–14 et 2015–16. Des remerciements sont bien mérités pour Robert D Chapman, rédacteur adjoint du volume 1, qui a accepté de se rencontrer afin de nous aider à préparer cet article. La professeure Louise Bélanger-Hardy et le professeur Yves Le Bouthillier étaient heureuse et heureux de lire et de commenter sur certaines parties de l'article. L'auteur est tenu responsable pour toutes les erreurs qu'il reste.

* Vice Dean Research and Full Professor in the *Programme de common law en français*, and former Faculty Advisor to the *Ottawa Law Review*, 2013–14 and 2015–16. Thanks are due to Robert D Chapman, Associate Editor of volume 1, who agreed to meet in order to assist with the preparation of this article. Professors Louise Bélanger-Hardy and Yves Le Bouthillier were good enough to read and comment on parts of the article. The author is responsible for all remaining errors.

- 1 La RDO a adopté son nom bilingue actuel en 1987, plus de 20 ans après sa fondation. L'évolution vers le bilinguisme est expliquée ci-dessous.
- 2 Le premier volume de la RDO était dédié à «la Section de common law, de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa à l'occasion de son dixième anniversaire» [notre traduction]. Cependant, rien ne porte à croire que l'idée de créer une revue de droit était *originellement* née d'une nécessité de souligner la première décennie de la Section de common law. Voir «Board of Editors» (1966) 1 RD Ottawa IV à la p IV. De même, Thomas G Feeney, «Dean's Foreword» (1966) 1 RD Ottawa VII à la p VIII, mentionne que la publication du volume 1 est survenue «à temps pour souligner le dixième anniversaire de la Section de common law de la Faculté de droit» [notre traduction], mais qu'il s'agit là d'une heureuse coïncidence.

plutôt d'une façon de rivaliser avec ses voisins³, puisque neuf Facultés avaient déjà fondé des revues de droit⁴ et que cinq autres étaient en voie de faire de même⁵ ? En fait, tout porte à croire que les origines de la RDO remontent à une suite de circonstances à la fois ordinaires et inspirantes : l'approbation du doyen, Thomas G. Feeney Q.C., en ce qui concerne les ambitieuses aspirations pédagogiques d'un de ces jeunes professeurs, le professeur Emilio S. Binavince.

Le professeur Binavince a été nommé professeur adjoint à l'Université d'Ottawa en 1965, après avoir suivi la majorité de ses études juridiques aux États-Unis⁶. On ne l'avait pas chargé de créer une revue de droit, mais plutôt de donner des cours en droit comparatif, en droit international et en recherche et écriture juridiques. C'est en lien avec cette dernière discipline que la possibilité de créer la RDO est apparue. La formation juridique américaine du professeur Binavince l'a influencé à conclure qu'une publication juridique universitaire serait un « support significatif dans la formation des étudiants et étudiantes en droit et dans la formation juridique » [notre traduction]⁷. Il était tellement convaincu de la valeur qu'ajoutent les revues de droit à une formation juridique, qu'il cita à deux reprises

Le doyen de la Section de common law, Thomas G. Feeney, Q.C., met plutôt l'accent sur la cause de la recherche juridique et l'écriture juridique, et les efforts du professeur Emilio S. Binavince à cet égard. La RDO était une composante importante de cet objectif.

- 3 Le doyen Feeney, *supra* note 2 à la p VII, a exprimé explicitement que « [a] law review should not be begun simply to “keep up with the Joneses” ».
- 4 L'Université de Toronto (UTLJ) en 1935, l'Université du Nouveau-Brunswick (UNBLJ) en 1947, l'Université de la Colombie-Britannique (UBC L Rev) en 1949, l'Université de Montréal (RJT) en 1951, l'Université McGill (RD McGill) en 1952, l'Université Laval (C de D) en 1954, l'Université de l'Alberta (Alta L Rev) en 1955, l'Université de Western Ontario (UWO L Rev) en 1960, et l'Université du Manitoba (Man LJ) en 1962. Voir Bruce Ryder, « The Past and Future of Canadian Generalist Law Journals » (2001) 39 Alta L Rev 625 à la p 638.
- 5 Voir Ryder, *ibid.* L'Université de la Saskatchewan (Sask L Rev) en 1967, l'Université Queen's (Queen's LJ) en 1969, l'Université de Sherbrooke (RDUS) en 1970, l'Université d'Ottawa, droit civil (RGD) en 1970, et l'Université Dalhousie (Dal LJ) en 1973. La revue de droit de l'Université de Windsor, *The Windsor Review of Legal and Social Issues* (Windsor Rev Legal Soc Issues), apparut quelques années plus tard, en 1989. La *Revue de la common law en français* (RCLF), publiée à l'Université de Moncton, a paru pour la première fois en 1996.
- 6 Le professeur Binavince a reçu une maîtrise en droit civil de l'Université Tulane et une LL.M. de l'Université Harvard. La présente section portant sur les origines de la RDO se base principalement sur Emilio S. Binavince, « Introduction: The Founding of the *Ottawa Law Review* » (2006) 40^e anniversaire RD Ottawa 6. Le rôle de meneur du professeur Binavince fut confirmé par le rédacteur adjoint du volume 1 de la RDO, Robert D Chapman (Entrevue de Robert D Chapman par Peter C Oliver (23 août 2018)).
- 7 Binavince, *supra* note 6 à la p 6.

l'article de Howard Westwood au titre provocateur: «The Law Review Should Become the Law School»⁸.

Les recherches préliminaires du professeur Binavince en préparation pour le cours en écriture juridique qu'il allait donner l'ont mené à conclure que ce sujet était sérieusement sous-développé dans les facultés de droit au Canada, l'écriture juridique ayant été traditionnellement considérée comme «une discipline réservée pour les membres actifs du Barreau» [notre traduction]⁹. Il a déploré le fait que les tribunaux canadiens consultaient rarement les textes juridiques universitaires et les adoptaient encore moins que les tribunaux américains¹⁰.

Professeur Binavince se rappelle que ses collègues avaient initialement démontré peu d'enthousiasme, ou du moins ils avaient peu confiance en son idée de créer une revue de droit «à l'américaine», qui servirait d'outil éducatif pour les étudiants et les étudiantes. Ces collègues voyaient en une publication juridique rédigée et publiée par des «membres de la Faculté ou par d'autres professionnels et professionnelles» [notre traduction], tel le *University of Toronto Law Journal*, comme le seul moyen qui garantirait de l'encouragement de la part de la Faculté et le succès de la revue de droit¹¹.

En fin de compte, la vision du professeur Binavince a prévalu malgré les inquiétudes de ses collègues et ce, qu'on se le dise, grâce à l'appui de son doyen. L'accent mis par le professeur Binavince sur la recherche juridique et la rédaction juridique et le soutien du doyen Feeney est apparent dans le «Editor's Page»¹² et le «Dean's Foreword»¹³ du volume 1, ainsi que dans les éditoriaux suivants du professeur Binavince.

II. VOLUME 1 AND THE ORIGINAL AIMS AND OBJECTIVES

It was in keeping with Professor Binavince's primary focus on legal writing that the "Editor's Page" for the first-ever volume of the *Ottawa Law*

8 Howard C Westwood, «The Law Review Should Become the Law School» (1945) 31 Va L Rev 913. Voir aussi Binavince, *supra* note 6 à la p 6; «Editor's Page» (1966) 1 RD Ottawa V à la p V.

9 Binavince, *supra* note 6 à la p 6.

10 *Ibid* à la p 7. Dans le «Editor's Page», *supra* note 8 à la p V, n 2, il cita la statistique disant que dans un seul volume récent de la source américaine West's *Supreme Court Reports*, les articles de revues de droit et les notes d'étudiants et d'étudiantes avaient été citées 33 fois alors que des volumes contemporains des *Recueils de la Cour suprême du Canada* ne comprenaient pas une seule citation ayant une revue de droit comme une source.

11 Binavince, *supra* note 6 à la p 7.

12 *Supra* note 8.

13 *Supra* note 2.

Review (OLR) began, not with a staked claim regarding the new publication's importance to the Canadian legal community, but with that most prosaic of legal writing subject matters: legal citation. The first sentence read: "The style of citation adopted by the board is substantially based on the *Uniform System of Citation*, amended in some places to suit our needs."¹⁴ The first paragraph then elaborated on citation nuances, in particular the need to adapt the Uniform System of Citation set out in Harvard University's *The Bluebook: A Uniform System of Citation* to Canadian needs.

If the first readers of the *OLR* felt somewhat intellectually undernourished by this opening statement of intention, the balance of the "Editor's Page" provided more sustenance. The first volume was divided into five sections: Articles, Recent Developments in Canadian Law, Comment, Notes, and Book Reviews. The first, third, fourth, and fifth of these were self-explanatory. Regarding the second, Recent Developments, Professor Binavince explained that it was offered as "a service...to busy practitioners and judges." The original intention was to feature annually two or so areas of law, with the expectation that key areas of law would reappear on roughly a four-year cycle. In keeping with the intention to serve the legal public, the Editor encouraged reader suggestions regarding areas that might be deserving of attention.

Another feature of the Recent Developments section was that each of the contributions was co-authored by the Editor, Professor Binavince, and one of the student editors.¹⁵ This was effectively a compromise between the Canadian law journal tendency to include little or no student writing and the American tendency to feature students as sole authors. Student editors also contributed sole-authored case comments to the Notes section.¹⁶ These comments were a product of the legal writing course, in which Professor Binavince played such a leading teaching and supervisory role.

The third and final paragraph of the "Editor's Page" returned to the theme of the legal research writing skills acquired through law review experience, concluding: "We hope that with the establishment of the

¹⁴ *Supra* note 8.

¹⁵ See e.g. Emilio S Binavince & Robert Chiarelli, "Contract" (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 148; Emilio S Binavince & Robert D Chapman, "Criminal Law" (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 179.

¹⁶ See e.g. Robert E Houston, "Company Law: Ultra Vires", Note, (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 228; P Dean Hamlyn, "Divorce: Delay: Unreasonable Delay as a Discretionary Bar", Note, (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 233; James MacKenzie, "Medical Malpractice: Consent: Reality of Consent", Note, (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 236; LA Roine, "Negligence: Occupiers Liability: Landlord and Tenant: Classification of Action: Test to Be Applied", Note, (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 239.

Review, law students, practitioners, judges and scholars will recognize that a student who has served on the board has learned skills and techniques of disciplined research and writing that may determine success in any branch of the legal profession.”¹⁷

It is fairly easy to detect here a plea not just for the value and relevance of law reviews but for the vital place of university-based legal education. That theme was picked up in the opening sentences of Thomas G. Feeney’s “Dean’s Foreword” to volume 1 of the *OLR*:

The increasing importance of universities is witnessed not only by widespread expansion of facilities for higher education but also by greater recognition of the role of universities in actively shaping society. Rather than the mere hope of being heard, there is now the reasonable expectation of being heeded. Law schools by developing the opportunities afforded to them by their special attributes can make meaningful contributions to the important role of universities as active participants in directing the course of society.¹⁸

Dean Feeney’s vision of the “meaningful contribution” of universities and law schools informed his understanding of the significance of a new law review. As noted earlier, it was not to be understood as a desperate attempt to “keep up” with other law schools who had already set up law reviews; instead, it was worth doing because “a law review is well within the grasp of the opportunities afforded a university law school to contribute to the betterment of society.”¹⁹ In Dean Feeney’s estimation, “[a] good law review participates in a practical way in the work of the legal profession and the courts at every level of social control by law.”²⁰ Bringing together the key themes developed by Professor Binavince and himself, Dean Feeney summarized the aims of the new publication in the eyes of the law school administration: “The *Review* was established, then, to serve a two-fold purpose: as an instrument of education through student participation in its preparation, and as a means of contributing directly to the work of the legal community in its constant search for a fair and workable legal system.”²¹

¹⁷ *Supra* note 8 at VI.

¹⁸ *Supra* note 2 at VII.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

The emphasis thus far has been on the Editor and the Dean. What of the students who were at once the working core and the main beneficiaries of the law review experience?

As noted above, Professor Binavince had been assigned the task of teaching a legal research and writing seminar, offered in the second and third years of the LL.B. degree.²² A certain amount of self-selection seems to have occurred, in that Professor Binavince describes how (by good fortune, as he saw it) “the best, hard working and high achieving students” enrolled in the course.²³ The student editors were selected from amongst these students.²⁴ Professor Binavince subsequently described these individuals as “the true heroes and ‘Founding Fathers’ of the *Ottawa Law Review*.”²⁵ On his count, the student editors and Legal Research and Writing Seminar participants contributed 105 of the 253 published pages of volume 1.²⁶ This was no small achievement and one that deserved to be underlined.

The remaining 148 published pages contained contributions by law professors from the University of Ottawa and beyond. According to Dean Feeney in his Foreword, such contributions transcended the aim of teaching legal research and writing. As he saw matters, there existed “a very large field of unsettled problems yet to be touched” and which required “the breadth of view and attention to sound legal theory and social values necessary for the acceptable solution of all legal problems.”²⁷ Ignoring or at least accepting the risk of offending practising lawyers, he pursued the point further:

[T]here is always a danger that busy practitioners may be misled by facile solution through new legislation or novel decision. Law school scholarship,

22 See *ibid* (“In the second and third years students participate in one of two seminars in which credit is obtained by legal research and writing throughout the year”).

23 One of the original student editors, Robert D Chapman, agreed that self-selection rather than simple good fortune may have been at work in the fact that the best students chose the course and came to work on the law review. See Interview of Robert D Chapman, *supra* note 6.

24 Professor Binavince was the Faculty Editor for volume 1. The Student Editors were James A Mackenzie (Editor-in-Chief), Robert D Chapman (Associate & Book Review Editor), Robert Chiarelli (Research Editor), Larry A Roine (Note & Comment Editor), Garry J Guzzo (Business Manager), Jeffrey C Barnabe (Editor), P Dean Hamlyn (Editor), and Robert E Houston (Editor).

25 Binavince, *supra* note 6 at 9. See *supra* notes 13 and 14 for a list of the relevant student publications.

26 Binavince, *supra* note 6 at 9.

27 “Dean’s Foreword”, *supra* note 2 at VIII.

expressed in a law journal, and going beyond the point of classroom analysis, can by clear and systemic presentation not only disentangle apparently settled law, but also greatly help in finding “true” solutions to unsettled problems. The inclusion of faculty contributions is therefore significant, and reflects the faculty’s desire to have a more concerted impact on the law in action.²⁸

Four members of the Common Law Section contributed articles or book reviews,²⁹ the balance of the volume filled out by an impressive array of foreign legal scholars,³⁰ one political scientist,³¹ and one eminent practitioner.³² By all accounts the first volume of the *OLR* was met with widespread admiration in the legal community and beyond.³³

III. THE FIRST DECADE

In subsequent volumes, the *OLR* continued the practice of publishing eminent international scholars, leading Canadian legal scholars,³⁴ judg-

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Professors Henry A Hubbard, “The Effect of Prior Judgments in Matrimonial Causes: Anomalies in the Law” (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 67; John Kavanagh, “Mistakes and Related Matters: Impact of the Sales Article of the Uniform Commercial Code” (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 113; Stuart G MacKinnon “Comment: Nullity Jurisdiction and Problems of Domicile” (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 216; Emilio Binavince, “Völkerrecht” (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 249.

³⁰ Ilmar Tammelo, “World Order and the Enclaves of Justice” (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 1 (University of Sydney); Ferdinand F Stone “The Neglected Person and the State” (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 101 (Tulane University); Francis W O’Brien “The Swiss Cantons and Anti-Communist Laws” (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 129 (University of Lausanne).

³¹ Donat Pharand, “Peace, Order and Good Government” (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 245 (Head, Department of Political Science, University of Ottawa).

³² Gordon F Henderson, “Problems Involved in the Assignment of Patents and Patent Rights” (1966) 1:1 *Ottawa L Rev* 36 (Q.C.).

³³ The *Ottawa Law Review* received accolades from John Diefenbaker, Pierre Elliott Trudeau, law deans, judges and practitioners: see Faculty of Law, Common Law Section, “L’histoire de la common law à l’Université d’Ottawa” (2007) at 33, online (pdf): University of Ottawa <commonlaw.uottawa.ca> [perma.cc/UGT2-LVLW].

³⁴ See e.g. ER Alexander, “The Fate of *Sterling Trusts Corp. v. Postma*” (1968) 2:2 *Ottawa L Rev* 440 (University of Ottawa); Louis Baudouin “De certaines réformes nécessaires du droit québécois” (1968) 2:2 *Ottawa L Rev* 363 (Université de Montréal); Raoul P Barbe “Statut des administrateurs des entreprises publiques au Canada” (1967) 2:1 *Ottawa L Rev* 22 (Civil Law Section, University of Ottawa); Leonard H Leigh, “The Supreme Court and the Canadian Constitution” (1968) 2:2 *Ottawa L Rev* 320 (Dalhousie University, later Professor, London School of Economics and Political Science).

es,³⁵ and practitioners, as well as student contributions, whether co- or sole-authored. Volume 2 featured articles by G.H.L. Fridman (Reader in Law, University of Sheffield and soon-to-be key member of the Faculty of Law, University of Western Ontario), K. Lipstein (Reader in Conflict of Laws and later Professor of Comparative Law, University of Cambridge), P.S. Atiyah (Lecturer in Law and later Professor of English Law, University of Oxford), and a book review by Bora Laskin (then of the Court of Appeal of Ontario, later Chief Justice of the Supreme Court of Canada) — an auspicious start for a young journal.

With volume 3, the law review began to adopt a more Canadian focus. The Recent Developments in Canadian Law section was replaced by an Annual Survey of Canadian Law, the latter covering a much wider range of legal subject matter, and written for the most part by a roughly twenty-strong group of contributing editors, most of whom were professors in Canadian law schools. This group included Canadian experts such as Henry Molot (then of the Faculty of Law, University of Alberta) on Administrative Law, Kenneth Lysyk (Faculty of Law, University of British Columbia) on Constitutional Law, John Swan (Faculty of Law, University of Toronto) on Jurisprudence, and Gordon Bale (Faculty of Law, Queen's University) on Wills and Estates.

Subsequent volumes in the first decade of the *OLR*'s existence featured publications by established and emerging stars in the Canadian legal practice and academic world, such as Philip Anisman,³⁶ Elmer Driedger, Q.C.,³⁷ David L. Johnston,³⁸ David Mullan,³⁹ Walter Tarnapolsky,⁴⁰ Ernest Weinrib

35 Bora Laskin of the Court of Appeal for Ontario (later Chief Justice of Canada) contributed a book review: Bora Laskin, Book Review of *Daniel Webster and the Supreme Court* by Maurice G Baxter, (1968) 2:2 *Ottawa L Rev* 511.

36 Philip Anisman, "Water Pollution Control in Ontario" (1972) 5:2 *Ottawa L Rev* 342.

37 Elmer A Driedger, "Money Bills and the Senate" (1968) 3:1 *Ottawa L Rev* 25; Elmer A Driedger, "The Meaning and Effect of the Canadian Bill of Rights: A Draftsman's Viewpoint" (1977) 9:2 *Ottawa L Rev* 303.

38 David L Johnston, "Public Offering Companies and Non-Public Offering Companies Under the Ontario Business Corporations Act, 1970" (1971) 5:1 *Ottawa L Rev* 1.

39 David Mullan, "Standing After McNeil" (1976) 8:1 *Ottawa L Rev* 32.

40 WS Tarnapolsky, "The Canadian Bill of Rights and the Supreme Court Decisions in *Lavell* and *Burnshine*: A Retreat from Drybones to Dicey?" (1975) 7:1 *Ottawa L Rev* 1; Walter S Tarnapolsky, "Just Deserts or Cruel and Unusual Treatment or Punishment? Where Do We Look for Guidance?" (1978) 10:1 *Ottawa L Rev* 1.

(University of Toronto),⁴¹ and L.C. Green (University of Alberta),⁴² as well as international experts.⁴³ Special issues featured topics such as the Comments on the Working Papers of the Law Reform Commission of Canada⁴⁴ and Commemoration of the Centenary of the Supreme Court of Canada.⁴⁵

IV. L'APPARITION GRADUELLE DU BILINGUISME AU SEIN DE LA REVUE DE DROIT D'OTTAWA | OTTAWA LAW REVIEW

Compte tenu l'histoire et le rôle actuel de la RDO, il semble important de tracer l'apparition du bilinguisme au sein de la RDO.

Le doyen Feeney a souligné dans le «Dean's Foreword» du volume 1 que «l'Université d'Ottawa est une institution bilingue située dans la capitale du Canada» [notre traduction]⁴⁶, mais cet élément au cœur même de l'existence de l'Université n'était pas reflété dans le contenu du volume 1, qui ne contenait pas un seul mot de français. Le doyen Feeney a également souligné le fait que la Section de common law et la Section de droit civil soient enseignées côte à côte à l'Université, et que la RDO devrait profiter, de même, de cet «avantage particulier» [notre traduction] afin «d'encourager et de refléter la recherche en droit comparatif» [notre traduction]⁴⁷.

Il convient toutefois de préciser que les étapes à suivre dans le but d'atteindre un certain niveau de bilinguisme n'étaient pas aussi bien mises en place que celles visant à encourager le droit comparatif, un sujet qui avait trouvé sa place dans la revue de droit dès le premier volume et y est demeuré par la suite. La table des matières du volume 2, numéro 1, comprenait un avis en petits caractères qui ne figurait pas dans le volume

41 Ernest J Weinrib, "The Dorset Yacht Case: Causation, Care and Criminals" (1971) 4:2 Ottawa L Rev 389.

42 LC Green, "Canada's Indians: Federal Policy, International and Constitutional Law" (1971) 4:1 Ottawa L Rev 101.

43 See e.g. L Neville Brown, "English Law in Search of a Matrimonial Regime" (1971) 4:2 Ottawa L Rev 331; Arthur Kaufmann & Winifred Hassemer, "Criteria of Justice" (1971) 4:2 Ottawa L Rev 403. Brown was Professor of Comparative Law and Dean of the Faculty of Law, University of Birmingham. Kaufmann was Professor of Legal Philosophy and Criminal Law at the University of Munich and Hassemer a Senior Research Assistant in the Institute for Legal Philosophy, University of Munich.

44 See Margaret M Mason et al, eds, *Ottawa Law Review*, vol 7:2 (Ottawa: University of Ottawa, 1975); Jean-Paul Bisnaire et al, eds, *Ottawa Law Review*, vol 8:2 (Ottawa: University of Ottawa, 1976).

45 See Jean-Paul Bisnaire et al, eds, *Ottawa Law Review*, vol 8:1 (Ottawa: University of Ottawa, 1976).

46 Feeney, *supra* note 2 à la p VIII.

47 *Ibid.*

1, soulignant (en anglais seulement) que «[m]aterial intended for publication must be written in English or in French»⁴⁸. Toutefois, malgré la piètre tentative de mise en place d'une politique de bilinguisme pour la revue, trois contributions en français ont figuré dans le volume 2⁴⁹.

Le degré de bilinguisme s'est éclipsé brièvement dans le volume 3, avec un commentaire, une note et le sujet du sondage annuel, mais aucun article en français⁵⁰. Comme mentionné ci-dessus, le volume 3 soulignait également la première contribution d'un nouveau groupe de rédacteurs et de rédactrices, formé principalement de professeurs et de professeures des facultés de droit dans les provinces où la common law est pratiquée (à l'exception de l'Université McGill). Parmi les vingt et quelques rédacteurs collaborateurs et rédactrices collaboratrices, seulement deux étaient francophones: le professeur Yves Caron de la Faculté de droit de l'Université McGill et Reynald Boulton de la Bibliothèque de la Cour suprême du Canada.

Les volumes 4 et 5 ont représenté un pas en arrière, du point de vue du bilinguisme, puisqu'aucun article en français n'avait été publié. Du contenu en français réapparaît dans le volume 6, par l'entremise d'un bref sondage annuel sur le développement des lois au Québec⁵¹. Le professeur Caron ne figurait plus parmi les rédacteurs collaborateurs à cette époque, quatre ans avant sa mort prématurée en 1977. Le volume 7 comprenait une seule note publiée en français⁵², malgré la participation de plusieurs rédacteurs francophones, qui rédigeaient en anglais⁵³. Le volume 8 fut publié entièrement en anglais, et ce, malgré l'inclusion de deux numéros spéciaux concernant des institutions canadiennes bilingues: la Cour suprême du Canada et la Commission de réforme du droit du Canada. S'il y avait eu un moment propice pour démontrer l'engagement de la revue de droit pour le bilinguisme, il s'agissait là du moment idéal. Le volume 9 n'avait

48 «Contents» (1967) 2:1 RD Ottawa I à la p II.

49 Voir notamment Raoul P Barbe, «Statut des administrateurs des entreprises publiques au Canada» (1967) 2:1 RD Ottawa 23; Wilhelm Wengler, «Réflexions sur l'application du droit international public par les tribunaux nationaux» (1968) 2:2 RD Ottawa 265; Louis Baudouin, «De certaines réformes nécessaires du droit québécois» (1968) 2:2 RD Ottawa 363.

50 Reynald Boulton, «Le bilinguisme des lois dans la jurisprudence de la Cour suprême du Canada» (1968) 3:1 RD Ottawa 323; J J Fleury, «Notes—Droit constitutionnel: Droit criminel: Loi pénale antérieure à la Confédération: Compétence provinciale en matière criminelle: *Boyer v. Létourneau*, [1967] Qué. C.S. 506» (1968) RD Ottawa 349; Reynald Boulton, «L'année juridique au Québec» (1969) 3:2 RD Ottawa 629.

51 Reynald Boulton, «L'année juridique au Québec» (1973) 6:1 RD Ottawa 233.

52 Reynald Boulton, «Note de terminologie constitutionnelle» (1975) 7:1 RD Ottawa 226.

53 Par exemple, le juge Jean-Pierre Beaulne, Jean-Paul Bisnaire et les professeurs Pierre Issa-lys et Gérard-A. Beaudoin figurent parmi les auteurs.

pas de contenu en français et c'est au cours de celui-ci que deux rédacteurs collaborateurs en provenance du Québec s'y sont ajoutés: les professeurs David Jones et John Smith de l'Université McGill. Il est juste de dire qu'à ce stade de l'histoire de la RDO, qu'elle était essentiellement une publication de langue anglaise et que même les rédacteurs et les rédactrices francophones qui y contribuaient semblaient se voir comme des rédacteurs et des rédactrices communiquant avec un lectorat anglophone.

Le Canada et l'Ontario de 1966, l'année de la fondation de la RDO, étaient très différents du Canada et l'Ontario de la décennie qui a suivi. En 1969, à la suite du travail de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le Parlement fédéral a adopté la *Loi sur les langues officielles*⁵⁴, et par le milieu des années 70, le procureur général de l'Ontario, Roy McMurtry, avait autorisé des projets pilotes concernant des procès en français à partir de Sudbury, et s'étendant jusqu'à Ottawa⁵⁵. En 1978, l'Assemblée législative de l'Ontario approuve formellement que le français soit admis dans les tribunaux de régions désignées à travers la province⁵⁶. En tant qu'établissement d'enseignement bilingue, l'Université d'Ottawa était bien placée pour mener la formation juridique de langue française en Ontario. En septembre 1977, la Section de common law a commencé à offrir une formation en droit en français à titre d'essai, et elle est devenue permanente en 1980. En ce qui concerne la RDO, tout portait à croire que ce n'était qu'une question de temps avant que la présence du Programme de common law en français laisse sa marque dans cette publication formellement bilingue, mais de langue anglaise de pratique.

Cette marque en question a pris du temps avant d'apparaître. Le volume 10, publié en 1978, était entièrement en anglais, tout comme les volumes 11, 12 et 13. Enfin, c'est dans le volume 14 que l'effet du Programme de common law en français a commencé à se ressentir avec l'apparition d'un seul article en français, rédigé par Louise Bélanger-Hardy, une étudiante au Programme de common law en français et future professeure et vice-doyenne⁵⁷. Les volumes 15 à 19 retournent au format uniquement en anglais des éditions précédentes, à l'exception d'un article solitaire dans le volume 19 par Pierre Foucher, lui aussi un futur professeur de la Faculté de

54 LRC 1985, c 31 (4^e supp).

55 Linda Cardinal et Stéphane Lang, « Roy McMurtry, les droits des Franco-Ontariens et la nation canadienne » (2007) 7:2 Mens 279 à la p 287.

56 *Ibid* à la p 288.

57 Louise Bélanger-Hardy, « Commentaire de la décision: Renvoi relatif à l'article 6 de la "Family Relations Act" S.B.C. 1978, Chap. 20 et modifications » (1982) 14:3 RD Ottawa 481.

droit de l'Université d'Ottawa, mais qui était, au moment de la publication de l'article, à la Faculté de droit de l'Université de Moncton⁵⁸.

Malgré cette faible présence de contenu en français, le volume 19 a constitué une véritable étape importante pour la RDO, qui *s'est présentée*, à partir de ce volume, comme une revue de droit bilingue. Pour la première fois, la page couverture présentait le nom de la publication comme étant: *Ottawa Law Review—Revue de droit d'Ottawa*. L'entête et la table des matières étaient aussi bilingues. Dans un énoncé qui n'avait pratiquement jamais été changé depuis le volume 2, la RDO demandait que les soumissions soient remises «en anglais ou en français»⁵⁹, mais, dans un cas significatif, cet énoncé est apparu pour la première fois en français: «[l]a Revue invite les auteurs à soumettre des articles de droit et des commentaires sur la législation et la jurisprudence [...] en anglais ou en français»⁶⁰. Par contre, ce nouveau symbolisme et cette initiative évidente ont pris du temps à s'appliquer. Le volume du vingtième anniversaire fut présenté comment suivant le format bilingue, mais ne contenait pas une seule contribution en français. Un avant-propos par la rédactrice en chef présentant une série de commentaires sur «Crime Comics and Pornography» était en anglais seulement⁶¹.

Le volume 21 comprenait une seule contribution en français, par Pierre Legrand, Jr, professeur du Programme de common law en français et futur professeur de l'Université Paris-Sorbonne⁶². Le volume 22 était une amélioration; il comprenait non seulement un article par Yves Le Bouthillier⁶³, professeur (et futur vice-doyen) du Programme de common law en français, et quatre comptes rendus critiques de livre en français, mais représentait également la première apparition de l'aide-linguistique, qui existe toujours, soit l'inclusion de résumés bilingues des articles, peu importe que la version originale ait été publiée en anglais ou en français⁶⁴.

58 Pierre Foucher, «L'interprétation des droits linguistiques constitutionnels par la Cour suprême du Canada» (1987) 19:2 RD Ottawa 381.

59 «Revue de droit d'Ottawa» (1987) 19:2 RD Ottawa IV à la p IV.

60 *Ibid.*

61 Shona McDiarmid, «Foreword» (1988) 20:1 RD Ottawa 1 à la p 1.

62 Pierre Legrand, Jr, «De l'obligation pré-contractuelle de renseignement: Aspects d'une réflexion métajuridique (et paraciviliste)» (1989) 21:3 RD Ottawa 585.

63 Yves Le Bouthillier, «L'affaire *Mahé* et les droits scolaires: Difficultés de mise en œuvre d'un droit proportionnel aux effectifs d'une minorité» (1990) 22:1 RD Ottawa 77.

64 Voir notamment John A Manwaring, «Compte rendu de lecture: Report on the Amendment of The Law of Contract. Ontario Law Reform Commission. Ministère du procureur général, 1987. Pp. 305. (n/d)» (1990) 22:1 RD Ottawa 245; Bernard Grenier, «Compte rendu de lecture: Sentencing—La détermination de la peine. Études publiées par Hélène Dumont.

Le nombre d'articles de langue française s'élevait à deux pour le volume 23 avec la publication de contributions par Martha Jackman, professeure du Programme de common law en français et future membre de la Société royale du Canada⁶⁵, et Donald Poirier, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Moncton⁶⁶, ainsi que quatre comptes rendus critiques de livre⁶⁷. Le volume 24 était une véritable percée avec six articles de langue française⁶⁸ pour un total de 17 articles et trois comptes rendus critiques de livre⁶⁹. Les volumes 25 à 30 ont maintenu un standard d'un quart ou d'un cinquième d'articles en français, avec des lapsus occasionnels comme dans le volume 30 lui-même, qui ne comprenait qu'un article de langue française et zéro compte rendu critique de livre.

Les Éditions Yvon Blais, 1987. Pp. 253. (29,00 \$)» (1990) 22:2 RD Ottawa 519; Donald Poirier, «Compte rendu de lecture: Évaluation de la Loi sur le divorce. Ministère de la Justice, Canada, 1990. Pp. 158 + Annexe» (1990) 22:3 RD Ottawa 767; Lucie Léger, «Compte rendu de lecture: La femme dans la ville: sans refuge. Par Linda McLeod. Rapport préparé à l'intention de la Conférence européenne et nord-américaine sur la sécurité et la prévention de la criminalité en milieu urbain. Ottawa, Octobre 1989» (1990) 22:3 RD Ottawa 773.

65 Martha Jackman, «Le "nouveau partage des pouvoirs": L'efficacité ou l'équité?» (1991) 23:2 RD Ottawa 421.

66 Donald Poirier, «La protection juridique des personnes âgées ou handicapées et la *Charte canadienne des droits et libertés*» (1991) 23:3 RD Ottawa 553.

67 Jean Rhéaume, «Compte rendu de lecture: La Constitution du Canada. Par Gérald-A. Beaudoin. Wilson & Lafleur Ltée, 1990. Pp. 987. (85,00 \$)» (1991) 23:2 RD Ottawa 443; Gilles Renaud, «Compte rendu de lecture: Recevabilité des aveux extrajudiciaires. Par René J. Marin. Société québécoise d'information juridique, 1990. Pp. 550. (39,00 \$)» (1991) 23:2 RD Ottawa 477; Yves J Ménard, «Compte rendu de lecture: Les hypothèques immobilières en common law. Par Joseph Roach. Cowansville, Yves Blais, 1991. Pp. 655. (49,95 \$)» (1991) 23:2 RD Ottawa 483; Jean Rhéaume, «Compte rendu de lecture: Interprétation des lois. 2^e éd. Par Pierre-André Côté. Montréal, Éditions Yvons Blais, 1990. Pp. 766 (69,95 \$)» (1991) 23:3 RD Ottawa 707.

68 L'honorable Gérald-A Beaudoin, «Introduction» (1992) 24:1 RD Ottawa 1; Yves Le Bouthillier, «Le nécessaire enchaînement de la dualité linguistique et des droits des francophones de l'Ontario» (1992) 24:1 RD Ottawa 117; Danielle Pinard, «Les dix ans de la *Charte canadienne des droits et libertés* et le droit civil québécois: Quelques réflexions» (1992) 24:1 RD Ottawa 193; Lucie Léger, «La culture de la common law au-delà du 20^e siècle: Comment le droit des délits peut-il répondre aux besoins d'une société pluraliste» (1992) 24:2 RD Ottawa 437; Christian Bourbonnais Hyde, «Le précédent: De force morale à méthode administrative» (1992) 24:2 RD Ottawa 463; Yves Le Bouthillier, «Le courtage d'assurance: La responsabilité envers la personne assurée dans les provinces canadiennes de common law» (1992) 24:3 RD Ottawa 649.

69 Jean Rhéaume, «Compte rendu de lecture: Droit administratif (3^e éd.) vol. 3 Les Chartes. Par Patrice Garant. Yvon Blais, 1992. Pp. 625. (65,00 \$)» (1992) 24:1 RD Ottawa 281; Jean Rhéaume, «Compte rendu de lecture: Droit administratif, 3^e éd., vol 1 et 2. Par Patrice Garant. Yvons Blais, 1991. Pp. 729 et 657. (65,00 \$ par volume)» (1992) 24:2 RD Ottawa 601; Danièle Dion, «Compte rendu de lecture: Le droit maritime au Québec. Par André Braën. Wilson & Lafleur, 1992. Pp. 408. (45,00 \$)» (1992) 24:2 RD Ottawa 605.

Il est important d'ajouter que, dans les coulisses, il y avait des avancées importantes en matière de bilinguisme. À ce moment, la RDO avait une constitution bilingue, qui avait été approuvée par le Conseil de la Faculté en 1997⁷⁰ et un *Manuel de référence*⁷¹ détaillé, qui étant bien plus qu'une simple traduction du *Manuel de référence et guide de style* du rédacteur en anglais (*Reference Manual and Style Guide*), fut minutieusement adapté pour la tâche particulière de réviser des soumissions de langue française. En plus de cette adaptation en général pour la rédaction en français, le manuel comprenait une section dédiée au «français juridique»⁷². La Constitution en soit spécifiait dans l'article 3 que la RDO se conforme strictement à l'édition du *Manuel canadien de la référence juridique* (Guide McGill), mais dans le cas d'une omission ou d'un conflit sur une question de grammaire entre le Guide McGill et la Grammaire Grévisse, «la Grammaire Grévisse fait autorité en langue française»⁷³. Il convient également de noter que la RDO avait déjà pris l'habitude, habitude toujours pratiquée aujourd'hui, d'avoir au moins un membre du corps professoral du Programme de common law en français agissant comme professeur-conseil ou professeure-conseillère. Au moment de la publication des *Statuts* et du *Manuel*, la professeure-conseillère était la professeure Nicole LaViolette, une autre future vice-doyenne du Programme de common law en français. La qualité des publications de langue française était également due en grande partie aux efforts des traductrices de la RDO, Hélène Laporte et Valérie Leclercq. Dès le volume 42, le titre de la publication devenait la *Revue de droit d'Ottawa* | *Ottawa Law Review*, avec les titres des postes de sa structure interne énumérés en français d'abord, et en anglais secondement, comme le titre lui-même⁷⁴.

70 *Statuts de la Revue de droit d'Ottawa sous réserve de l'approbation du Conseil de la Faculté en septembre 1997* (disponible pour consultation au bureau de la RDO, Faculté de droit, Université d'Ottawa) [*Statuts*].

71 Sharmila Anandakrishnan, *Manuel de référence de la Revue de droit d'Ottawa, 1997–98*, Ottawa, Revue de droit d'Ottawa, 1997 (disponible pour consultation au bureau de la RDO, Faculté de droit, Université d'Ottawa).

72 *Ibid* à la p 28.

73 *Statuts*, *supra* note 70, art 3(3).

74 Le volume 44, numéro 1 constituait une publication de la RDO presque entièrement en français, avec six contributions publiées en français (et une septième étant une republication d'un article au sujet du bilinguisme au sein du Barreau du Haut-Canada par un francophile connu et allié du français en Ontario, l'honorable Peter B Annis, «Bilingualism and the Law Society of Upper Canada» (2012–13) 44:1 RD Ottawa 169).

V. 40TH ANNIVERSARY CELEBRATIONS AND THE ROLE OF STUDENT EDITORS

The OLR celebrated its 40th anniversary in 2006 with a special edition, which reflected a number of the changes that had occurred in the OLR and in the faculty. For example, the entire issue was rigorously bilingual, from “Le mot du doyen—Dean’s Foreword” to the “Commentaires de la rédactrice—Editor’s Note,” with the French versions now appearing first, as is currently the practice “more generally in the Common Law Section. Three articles for the special issue were written by women, and two of three were written in French.”⁷⁵ The Editor-in-Chief was herself francophone.⁷⁶

In his Foreword, Dean Feldthusen returned to some of the themes addressed by his predecessor Dean Feeney: the importance of law review work for the education of lawyers, especially where research and writing are concerned; and the effect of the law review on Canadian society. A good law review, stated Dean Feldthusen, “is a critical component of Canadian legal education, legal research and Canadian legal practice.”⁷⁷ The Editor-in-Chief, Julie Lauzon, took this statement further, asserting that “[p]articipation in the editing and managing of a law review is one of the most rewarding experiences life has to offer, both on a professional and personal level.”⁷⁸ She emphasized in turn “the value of the innovative ideas as well as the skills acquired while participating on the Review,” concluding that “[t]he more students were involved with the Review, the greater the benefit to the legal community.”⁷⁹ The idea of benefit to the community was picked up on by the Dean, noting the way in which law reviews serve to disseminate the ideas of both academics and practitioners, and thereby provide assistance for courts in their decision-making. The quality of this contribution, according to Dean Feldthusen, is ensured by the process of peer evaluation and the hard-work of student editors.

75 Louise Bélanger-Hardy, “Négligence et obligation de diligence: 40 ans d’évolution” (2006) Special 40th Anniversary Edition Ottawa L Rev 27; Natasha Bakht, “Were Muslim Barbarians Really Knocking at the Gates of Ontario?: The Religious Arbitration Controversy—Another Perspective” (2006) Special 40th Anniversary Edition Ottawa L Rev 67; and Aline Grenon, “La fiducie canadienne issue de la common law: le droit comparé peut-il favoriser son évolution?” (2006) Special 40th Anniversary Edition Ottawa L Rev 83.

76 Julie Lauzon, “Commentaire de la rédactrice” (2006) Special 40th Anniversary Edition Ottawa L Rev 4.

77 Bruce Feldthusen, “Message from the Dean” (2006) Special 40th Anniversary Edition Ottawa L Rev 3.

78 Julie Lauzon, “Editor’s Note” (2006) Special 40th Anniversary Edition Ottawa L Rev 5.

79 *Ibid.*

Professor Binavince contributed an introductory essay to the anniversary edition detailing the founding of the *OLR*.⁸⁰ He rightly emphasized the crucial role of successive generations of student editors. We have seen how, in the early volume, student editors either co-wrote with Professor Binavince, or prepared sole-authored texts under his supervision. Students were also instrumental in raising the necessary funds to keep the law review going. When Professor Binavince went on sabbatical leave in 1975, it was a former president of the student Board of Editors of volume 4, Gerard A. Ferguson, by then a professor, who assumed the role of Faculty Editor of what was to become volume 7. That volume saw the addition of James Mackenzie, the first Editor-in-Chief of volume 1 of the *OLR*, to the group of contributing editors. Whereas student editors had in the past been chosen from Professor Binavince's legal research and writing course, as of volume 7 they were selected purely on the basis of academic achievement.⁸¹

After volume 13, Professor Binavince did not return to the law faculty, with Professor Ferguson and other faculty members taking over the role of Faculty Advisor. Many faculty members have served as Faculty Advisor since that time.⁸² Writing in 2006, Professor Binavince celebrated the important role that student editors had played in the success in the law review, very much as he had hoped and intended:

As anticipated and planned, the strong interest of students in the *Review's* activity over the years transformed it into a Law Review similar to the

80 Binavince, *supra* note 6.

81 "Editor's Page" (1975) 7:1 *Ottawa L Rev* III at III. It is not clear when the practice of selection on the basis of academic achievement ceased. Student editors are now chosen on the basis of formal application.

82 Professor Saul Schwartz (volumes 9–10); Professor R Paul Nadin-Davis (volumes 14–15); Professor David M Paciocco (now Justice Paciocco with the Court of Appeal for Ontario) (volumes 16–17); Professor (and future Dean) Sanda Rogers (volumes 18–19, 22); Professor William Kaplan (volumes 20–21); Professor Darlene Johnson (volume 22); Professor Lucie Leger (volume 22); Professor Rosemary Cairns Way (volumes 23–24); Professor Cynthia Petersen (volumes 23, 25); Professor Marc Tremblay (volume 23); Professor Yolande Viau (volume 24); Professor Christopher Granger (volume 24, 26); Professor Denis Boivin (volumes 25–28); Professor Ruth Sullivan (volumes 27–28); Professor Marie-France Major (volume 29); Professor Anthony VanDuzer (volume 29); Professor Jennie Abell (volumes 30–32); Professor Nicole LaViolette (volumes 30–37); Professor Jamie Benidickson (volume 33); Professor Pacifique Manirakiza (volumes 37–40, 48); Professor Mark Power (volumes 41–45); Professor Ravi Malhotra (volume 43); Professor Peter Oliver (volumes 45–47); Professor Elizabeth Sanderson (volumes 45–46); Professor Steven Hoffman (volumes 46–47); Professor François Larocque (volumes 46–47); Professor Craig Forcese (volume 47); Professor Kyle Kirkup (volumes 49–50); Professor Yan Campagnolo (volumes 49–50).

American model where the major responsibility for its operation resides with the law students. The role of a legal periodical as a vehicle in the education of law students and their ability to contribute to legal development (widely recognized in the United States before I arrived in 1965) has also gained acceptance. For this reason, the role of the Faculty Editor in the *Ottawa Law Review* has gradually diminished with a corresponding increase in the student editors over the last 35 years: they have not only succeeded in realizing the significance of the *Review* experience in their legal education; they have also demonstrated that they have the ability and determination to operate the *Ottawa Law Review* to a level of comparable eminence as the Law Reviews in the leading law schools in the United States.⁸³

VI. DES DÉVELOPPEMENTS PLUS RÉCENTS

Le professeur Binavince a eu raison de vouloir célébrer le rôle essentiel des rédacteurs étudiants et des rédactrices étudiantes. Afin de donner une perspective un peu plus contemporaine à cette contribution, il est important de souligner que les étudiants rédacteurs et les étudiantes rédactrices contribuent moins au contenu écrit de la RDO. Ceci est peut-être dû à une augmentation nette de l'appui à la recherche dans toutes les catégories depuis au moins le tournant du siècle, de sortes que les soumissions sont abondantes et qu'il n'est pas nécessaire de solliciter directement des articles, comme la fait le professeur Binavince dans les premières années.

Cependant, même si les rédacteurs étudiants et les rédactrices étudiantes rédigent moins de contenu, leur rôle a évolué et ils et elles jouent toujours un rôle très important. Les aspects de recherche et de rédaction de la revue de droit ont déjà été relevés, mais à bien des égards, diriger une revue de droit pendant un an c'est un peu comme diriger une petite entreprise, avec un penchant pour le surmenage, la probabilité de nouer des amitiés à vie et la satisfaction d'un travail bien fait. Les rédacteurs et les rédactrices en chef supervisent non seulement la publication d'une revue savante, ils et elles gèrent une grande équipe constituée de rédacteurs principaux et de rédactrices principales, de rédacteurs associés et de rédactrices associées et de rédacteurs adjoints et rédactrices adjointes. Les finances doivent être bien gérées et demeurer équilibrées grâce à des parrainages, des collectes de fonds et de la bonne gestion financière.

83 Binavince, *supra* note 6 at 12.

Même d'un point de vue de contenu de l'entreprise, il faut souligner que les tâches se sont développées et se sont diversifiées. Auparavant, des numéros spéciaux paraissaient de temps en temps⁸⁴, ceux-ci sont devenus beaucoup plus fréquents au cours des dernières années, précédant souvent un colloque organisé par la RDO ou un autre collaborateur universitaire. La RDO a également publié un contenu beaucoup plus varié, allant de conférences spéciales⁸⁵, à des discours à la Faculté de droit dans le cadre de la nomination de juges de la Cour Suprême⁸⁶ et à des entrevues⁸⁷,

84 Voir notamment Gerard A Ferguson et al, dir, *Ottawa Law Review*, vol 7:2: Special Feature—Comments on the Working Papers of the Law Reform Commission of Canada, Ottawa, Université d'Ottawa, 1975; Gerard A Ferguson et al, dir, *Ottawa Law Review*, vol 8:1: Special Feature—In Commemoration of the Centenary of the Supreme Court of Canada, Ottawa, Université d'Ottawa, 1976; David M Paciocco et al, dir, *Ottawa Law Review*, vol 16:2: Special Project—Bill C-19: Reforming the Criminal Law, Ottawa, Université d'Ottawa, 1984; Torsten H Strom, *Ottawa Law Review—Revue de droit d'Ottawa*, vol 22:3: Numéro spécial—Commémorant le 20^e anniversaire du Rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, Ottawa, Université d'Ottawa, 1990.

85 Voir notamment l'honorable Warren K Winkler, «Réforme de la justice civile—l'expérience de Toronto: Les conférences Warren Winkler sur la Réforme de la justice civile» (2007) 39:1 RD Ottawa 115; l'honorable Stéphane Dion, «La 8^e Conférence annuelle Michel Bastarache: La sécession et les vertus de la clarté» (2012-13) 44:2 RD Ottawa 387; Stephen G Breyer, «Le fonctionnement de la Cour suprême des États-Unis» (2013-14) 45:3 RD Ottawa 565; la très honorable juge en chef Beverley McLachlin, CP, juge en chef du Canada, «Réflexions sur le bilinguisme au Canada» (2017) 49:1 RD Ottawa 27; l'honorable juge Richard Wagner, «How Do Judges Think About Identity? The Impact of 35 Years of Charter Adjudication» (2017) 49:1 RD Ottawa 43; l'honorable Jody Wilson-Raybould, CP, cr, députée Ministre de la Justice et procureur général du Canada, «Rapatriement de la Constitution, reconnaissance des droits et réconciliation» (2017) 49:1 RD Ottawa 57.

86 Voir notamment Bruce Feldthusen et al, «Nomination à la Cour suprême du Canada: L'honorable juge Thomas A. Cromwell» (2009) 40:2 RD Ottawa 301; Bruce Feldthusen et al, «Nomination à la Cour suprême du Canada: L'honorable juge Michael J. Moldaver et l'honorable juge Andromache Karakatsanis» (2012) 43:1 RD Ottawa 125; Sébastien Grammond, l'honorable juge Richard Wagner et Bruce Feldthusen, «Nomination à la Cour suprême du Canada: L'honorable juge Richard Wagner» (2012) 44:2 RD Ottawa 419; l'honorable juge Clément Gascon, «Allocution du juge Clément Gascon: Réception de bienvenue» (2014) 46:2 RD Ottawa 417; l'honorable juge Suzanne Côté, «Allocution de la juge Suzanne Côté: Réception de bienvenue» (2015) 47:1 RD Ottawa 285.

87 Voir notamment l'honorable Alfred Monnin, «Un entretien avec l'honorable Alfred Monnin» (2011) 43:1 RD Ottawa 135; l'honorable Roy McMurtry, «An Interview with the Honourable Roy McMurtry» (2011) 43:1 RD Ottawa 145; l'honorable juge Ian Binnie, «An Interview with the Honourable Justice Ian Binnie» (2013) 44:3 RD Ottawa 571; l'honorable sénateur Serge Joyal, «Un entretien avec l'honorable sénateur Serge Joyal» (2013) 44:3 RD Ottawa 595; Suzanne Côté, «Entretien avec Suzanne Côté» (2014) 45:3 RD Ottawa 527; Nicole LaViolette, «Un entretien avec la professeure Nicole LaViolette» (2015) 46:2 RD Ottawa 351; l'honorable juge Louise Arbour, «An interview with the Honourable Madam Justice Louise Arbour» (2015) 46:2 RD Ottawa 417; Jean-Pierre Blais, «Un entretien avec

c'est-à-dire des activités qui demandent une excellente capacité de coordination, sans compter le tact et la diplomatie.

VII. CONCLUSION

Writing in 2001, Professor Bruce Ryder of Osgoode Hall Law School bemoaned “the complete absence of published scholarship about scholarly legal publications in Canada.”⁸⁸ He acknowledged that histories of particular Canadian law journals exist. This article is a contribution to the latter rather than the former list. However, certain comments can be made regarding the *OLR* that may be of more general application and interest.

First, the experience of the *OLR* seems to fit the description and conclusions of Professor Ryder, now almost two decades ago, regarding the sorts of issues which burn up all the oxygen in American debates regarding law reviews:

Many of the issues that have featured prominently in the American debate are not relevant to our situation. For example, the tension between students and faculty does not exist to anything like the same degree. Indeed, most university-affiliated Canadian law journals are cooperative enterprises involving faculty and students, that rely on peer review in selecting articles, and that take the view that there should be more text than footnotes, and that brilliant changes to accepted articles should be made sparingly and then only with the author's consent. We have achieved a more sensible division of labour between students, faculty, and authors.⁸⁹

Fortunately, this remains true, though, as always, there is no room for complacency. Given the age and legal experience of most student editors, even acknowledging that some already have pre-existing masters, doctoral, and relevant practical experience before coming to law school, peer review is an essential piece in the law review operation. For this to work, Canadian academics have to contribute to that peer review, at least at the rate at which they publish: that is, each legal academic needs to peer review at

Jean-Pierre Blais» (2016) 47:3 *RD Ottawa* 1; Cindy Blackstock, «Reflections on Reconciliation after 150 years since Confederation—An Interview with Dr. Cindy Blackstock» (2017) 49:1 *RD Ottawa* 13; Martha Jackman, «Le droit à l'alimentation au Canada: Un Entretien avec la professeure Martha Jackman» (2018) 50:1 *RD Ottawa* 1.

88 “The Past and Future of Canadian Generalist Law Journals” (2001) 39:3 *Alta LR* 625 at 625.

89 *Ibid* at 626.

least one article for every article he or she publishes, more if inevitable rejections and resubmissions are taken into account.

Second, the view has been expressed in the past that too many university-based law reviews are generalist rather than specialist publications. This was the view of Professor Ryder in 2001,⁹⁰ and the authors of *Law and Learning: Report to the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada* in 1983.⁹¹ That view may have less purchase today. One reason is that the greater emphasis on research in Canadian universities across all faculties since the turn of the century has caused a significant increase in legal academic writing. Contributions by practitioners, judges, administrators, and public servants have increased as well, with variations in public servants' contributions attributable to the chilling effect of certain governments' attitudes rather than any flagging in public servants' desire to share their knowledge and expertise. Interdisciplinary, doctoral and postdoctoral contributors to law reviews are also increasing, the combined effect of all this being that there is generally speaking a deeper pool of good quality submissions than there was in the past.

This gives rise to a third point. At the *OLR*, law review is a full-year-long course. For Editors-in-Chief and Senior Editors it is much like an advanced-level seminar, with submissions and peer-review evaluations forming the subject-matter of weekly discussion. The Faculty Advisor is present, intervenes occasionally, and eventually grades performance, but the seminar is to a very large extent student-run, with the Editors-in-Chief taking a leading role, but with other Senior Editors taking on other important and demanding roles as well. There is a great deal of experiential

90 *Ibid* at 627: “[W]e have too many generalist law journals and too few scholarly law journals that specialize in particular interdisciplinary perspectives or methodologies. We would be better off if some university-based journals changed their names and objectives to move from a generalist to a specialist format.”

91 Consultative Group on Research and Education in Law, *Law and Learning: Report to the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada* (Ottawa: Social Sciences and Humanities Research Council, 1983) 144 (emphasis added):

What is needed for that typical manifestation of *recherches ponctuelles*, the law review article, is quality control. We have no reason to doubt that a rigorous system of refereeing is the answer. *If this causes some existing law reviews to consider whether they could not find a new and more useful role than as a vehicle for general interest articles of indifferent quality, so much the better.* However, quality control can be improved before the fact as well as after. We urge law faculties to provide guidance for young professors especially, to help them find their way in the world of scholarship by internal arrangements for the exchange of research results, faculty seminars and the like.

learning which goes on in the form of “running one’s own business,” as noted earlier. But there is also important academic learning that goes on. The range of submissions inevitably provokes advanced-seminar-type questions such as: is an article on the rules of national, regional, and international sports or financial bodies sufficiently legal for publication in a law review?; is work based on empirical, context-based methodology regarding homelessness or social media practices sufficiently relevant to law to justify publication?; or is a study of how to change attitudes in civil society in advance of seeking law reform or advancing litigation the sort of thing that readers of a law review want to read? In each case, experienced academics, practitioners, judges, and others would probably answer “yes,” provided that the article is well-written, well-researched, and up-to-date.

However, perhaps because legal education is today highly practical rather than theoretical, contrary to oft-repeated perceptions, a number of students may often be inclined to answer “no” which produces the sort of fascinating and important discussion that seminar-leaders can only hope for. Unlike law schools in the United Kingdom, Australia, and elsewhere, Canadian Juris Doctor programs do not feature compulsory upper-year courses in Jurisprudence or Legal Philosophy, so the *OLR* course may be one of the few opportunities for our best students to consider the sorts of fundamental yet practically significant jurisprudential questions that have been part of legal inquiry for centuries. The breadth of submissions that a law review receives contributes to that end.

A final comment returns to a point made at the outset of the previous section. Student editors may write a smaller number of the law review articles, comments, and reviews, but their contributions are now more varied. Part of this has to do with the continuing challenge of “running one’s own business.” But the other part comes from the diverse ways in which law review business is now conducted in the ordinary course of affairs. There has already been reference to the fact that the *OLR* publishes a wider range of material: not just articles, comments, and reviews, but special lectures and interviews, with new takes on relevant material emerging each year. Beyond changes in content, there are also changes in mode of delivery, and these in turn affect content. Podcasts, blogs, and the like provide new ways for law reviews to reach their audience, and new ways for student editors to contribute.

The issues thrown up by new potential ways of doing law review business are discussed in the *OLR*’s report, *50 Years Later: Reimagining the*

Ottawa Law Review *in the 21st Century*.⁹² The authors of that text set up four guiding principles, roughly speaking: efficiency, accessibility, a focus on dialogue, and a solutions-oriented approach. The last of these rightly requires potential law review authors to explain clearly the relevance and the takeaway of their contributions, but it can also be interpreted rigidly so as to confine law review content to straightforward takes on traditional subject matter. The history of the *OLR* thus far shows that while it is important to publish content that is relevant, timely, and has clear takeaways, it is also important to listen to new voices that are struggling to be heard in the mainstream legal dialogue of any particular time.

92. Cusson et al, *50 Years Later: Reimagining the Ottawa Law Review in the 21st Century* (Ottawa: Ottawa Law Review, 2017), online (pdf): <commonlaw.uottawa.ca/ottawa-law-review/sites/commonlaw.uottawa.ca.ottawa-law-review/files/en_21st_century_report.pdf>.